

Carrefour Culturel Arnaud-Bernard - Siège social : 5 rue Arnaud-Bernard,
31000 Toulouse - bureaux : 3 rue Escoussières Arnaud-Bernard
tél. : (+33) 05 61 12 11 16 - fax : (+33) 05 61 13 68 23
– SIRET 388 1701 93 00014 – APE 913 E
carrefourculturel@arnaud-bernard.net - www.arnaud-bernard.net

Proposition de nationalisation des

Proposition de nationalisation des langues/cultures de France.

Deux courants de pensée antagonistes se trouvent objectivement alliés pour faire que l'État se désengage de toute responsabilité quant aux langues/cultures indigènes de son territoire, et prônent l'idée que c'est aux régions seules de s'en occuper :

1) l'idéologie française régnante, celle du centralisme et de l'unitarisme, qui croit ainsi se débarrasser du problème ; cette idéologie, qui organise et donne ses contenus à la culture française depuis plus de cinq siècles, à tel point qu'on ne la voit plus et qu'on la prend pour la nature des choses, commence à décliner face à la montée du démocratismes et du pluralisme mais, se faisant par ailleurs la championne de valeurs (unité, égalité, laïcité, solidarité) auxquelles sont attachés les Français, elle peut longtemps encore prolonger son règne ;

2) l'idéologie des militants régionalistes ou nationalitaires, politiques ou culturels, désireux de prendre la France en sandwich entre l'Europe et les régions, voire, pour certains, désireux de constituer des région/états autonomes ; ces régionalistes s'appuient sur un juste constat, celui du multiséculaire mépris de l'idéologie française pour les langues/cultures indigènes de France (et au-delà pour les accents et tout ce qui sort du moule), et défendent des valeurs (démocratie, pluralisme) auxquelles les Français s'attachent de plus en plus.

Les uns nient, au nom de l'unité nationale, toute pluralité culturelle interne (vantant la « diversité » pour le reste du monde) ; les autres, au nom de la « diversité » culturelle, en viennent à remettre en cause la solidarité nationale. Les uns et les autres ont quelque chose en commun : ils confondent l'ordre culturel et l'ordre politique (« une nation, une langue ») (comme autrefois « un royaume, une religion »), et savent si peu ce que la langue est à la pensée qu'ils placent la culture et les œuvres **derrière** la langue de communication. Leur débat occupe tout l'espace, comme s'il n'y avait pas d'autre voie.

Il y a une autre voie : **la meilleure**. Pour la connaître, il suffit d'écouter le peuple français : il veut l'unité politique, il veut la pluralité culturelle. Et cette volonté – que lui donne son intuition – retrouve l'argumentation des esprits les plus éclairés en ce domaine :

- les langues/cultures indigènes de France ont participé de façon déterminante à la construction de la langue/culture française, de la pensée française, de l'identité française ; sans éducation aux langues/cultures indigènes, on comprend mal la langue/culture française, on ne **comprend rien** à ce qu'est la pensée et l'identité française.

- non seulement la langue/culture/identité française est, ainsi, mal comprise, mais elle est **condamnée** au déclin si meurent les langues/cultures indigènes. Car le déclin actuel de la culture française ne vient pas d'attaques extérieures, comme se plaisent à penser les idéologues (« c'est la faute à l'autre »), mais du fait qu'elle a de moins en moins d'**affluents intérieurs**, parce que le centralisme a toujours essayé – réussissant en partie – d'éradiquer tout esprit d'initiative ou d'entreprise qui ne partent pas de son nombril et, partant, de tuer toute émulation. Sans les langues/cultures indigènes, sans réservoir d'inventions issues d'ailleurs internes, c'est-à-dire sans le peuple dans sa pluralité, la culture française se retrouve, avec ses

cocoricos subventionnés (élitisme) et ses mythes cocardiers (populisme, nationalisme), désarmée face au mouvement du monde ;

- inversement, la langue/culture française a marquée indélébilement de ses œuvres, de ses valeurs, toutes les langues/cultures indigènes de France, et on ne comprend rien à leur histoire si on ne connaît pas ce rôle de la langue/culture française ;

- mais il y a plus : sans conscience de la nature de leur relation avec la culture française, sans projet de relation avec elle, ces langues/cultures sont sans avenir : on peut le voir dans les utopies des tenants de la « diversité » et du régionalisme, où ces langues/cultures, coupées de leur histoire qui est à la fois celle de leur négation par l'unitarisme et de leur affirmation (voire leur éclosion) contre ce même unitarisme, se retrouvent sans emploi alors que leur mission essentielle, celle qui les a fait naître voire naître, celle pour laquelle elles sont les mieux armées (et seules à être armées), est justement de guérir la France de sa maladie centraliste/unitariste, en tournant contre cette maladie les valeurs républicaines que la France leur a apprises et en les re-inventant : décentralisation et pluralisme culturel, pour **plus** de démocratie et **plus** de république.

C'est par leurs œuvres visant à transformer ainsi la France (critique de l'histoire officielle – nationaliste - non pour la remplacer par un petit nationalisme inverse, mais pour servir à la pensée d'une nouvelle épistémologie de la science historique ; critique de la linguistique établie pour servir à une nouvelle pensée de ce qu'est une langue, de ce qu'est le langage, etc. etc.) que ces langues/cultures s'inventeront un avenir. C'est en **libérant tous les français** du centralisme, c'est en **libérant toute la culture française** de son carcan unitariste qu'elles se trouveront elles-mêmes*.

Notre proposition de nationalisation des langues/cultures de France sort de ce raisonnement et n'a qu'une ambition : faire que plus personne n'ignore ces mouvements de l'histoire et n'en ignore les enjeux. L'État est donc concerné au premier chef.

Sa mission :

1. organiser une éducation pour **tous** les Français à **toutes** les langues/cultures indigènes de France. Ce qui renforcera la solidarité nationale.
2. organiser, contre la « diversité culturelle » (chacun sa petite langue/culture dans son coin, dans sa « communauté »), l'aventure de la pluralité culturelle (émulation entre les œuvres) qui, libérant **toutes** les imaginations, mobilisera **tous** les Français dans l'invention d'un avenir commun.

* Nous n'abordons pas dans cette présentation le problème des langues de France dites « minoritaires » (c'est-à-dire les langues étrangères minorisées ou sans statut dans leur pays d'origine – romani chib, arménien occidental, yiddish, berbères, arabes parlés-) qui, globalement, sont concernés de la même façon. Nous l'aborderons dans la discussion.